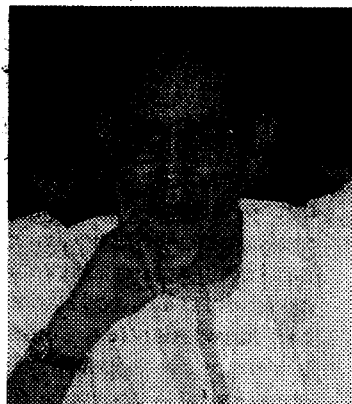


"L'opposition est habitée par l'amour de la patrie et par les intérêts de la nation"

Il évoque le refus de l'opposition de toute forme d'agression extérieure comme l'attaque de Lemgheitty, les objectifs d'un dialogue sincère avec le pouvoir mais encore et surtout la politique diplomatique nationale dans la sous-région, l'économie à travers le bâtiment émergent... Avec un franc parler habituel et une sérénité constante

Eveil-Hebdo : On commence par l'actualité. Une dizaine de partis politiques d'opposition organisent ce lundi 13 juin, une manifestation de soutien et de solidarité avec les familles des victimes de l'attaque contre l'unité de patrouille militaire à Lemgheitty. Peut-on en avoir plus de précisions ?

Ahmed Ould Daddah : Je remercie tout d'abord l'Eveil-Hebdo, qui m'offre une opportunité de m'exprimer sur un certain nombre de problèmes d'intérêt national dans ce contexte délicat marqué - et très fortement marqué - par cette attaque meurtrière perpétrée contre une unité de notre armée. Comme vous le savez, cette agression a fait beaucoup de morts, de blessés et de disparus. Il y a, effectivement, 9 partis d'opposition qui organisent lundi 13 juin, une journée de solidarité, d'union et de communion avec l'ensemble du peuple mauritanien, les forces armées et les familles des victimes. L'opposition comme chacun le sait, est une opposition nationale et responsable, habitée par l'amour de la patrie et par les Intérêts de la nation qu'elle met au-dessus de toute autre considération. Cette opposition donc - et cela n'étonne que ceux qui veulent en être étonnés - s'est exprimée dans ses différents compartiments à travers les différents partis avec une extraordinaire similitude en condamnant cette agression et en mettant en avant la solidarité et l'union du peuple pour défendre l'intégrité du territoire national et exprimer notre solidarité face à l'adversité et à toute agression d'origine extérieure quelle que soit sa motivation.



"L'opposition est habitée par l'amour de la patrie et par les intérêts de la nation"

Il évoque le refus de l'opposition de toute forme d'agression extérieure comme l'attaque de Lemghelty, les objectifs d'un dialogue sincère et le pouvoir mais encore et surtout la politique diplomatique nationale dans la sous-région, l'économie à travers le bâtiment émergent... Avec un franc-parler habituel et une sérénité constante

Evel-Hebdo : On commence par l'actualité. Une dizaine de partis politiques d'opposition organisent ce lundi 13 juin, une manifestation de soutien et de solidarité avec les familles des victimes de l'attaque contre l'unité de patrouille militaire à Lemghelty. Peut-on en avoir plus de précisions ?

Ahmed Ould DadDAH : Je remercie tout d'abord l'Evel-Hebdo, qui m'offre une opportunité de m'exprimer sur un certain nombre de problèmes d'intérêt national dans ce contexte délicat marqué - et très fortement marqué - par cette attaque meurtrière perpétrée contre une unité de notre armée. Comme vous le savez, cette agression a fait beaucoup de morts, de blessés et de disparus.

Il y a, effectivement, 9 partis d'opposition qui organisent lundi 13 juin, une journée de solidarité, d'union et de communion avec l'ensemble du peuple mauritanien, les forces armées et les familles des victimes. L'opposition comme chacun le sait, est une opposition nationale et responsable, habitée par l'amour de la patrie et par les intérêts de la nation qu'elle met au-dessus de toute autre considération. Cette opposition donc - et cela n'étonne que ceux qui veulent en être étonnés - s'est exprimée dans ses différents compartiments à travers les différents partis avec une extraordinaire similitude en condamnant cette agression et en mettant en avant la solidarité et l'union du peuple pour défendre l'intégrité du territoire national et exprimer notre solidarité face à l'adversité et à toute agression d'origine extérieure quelle que soit sa motivation.

E-H : Pourtant, M. le président, chacun des partis a déjà exprimé son émotion par voix de pesse. Pensez-vous alors que cela ne suffisait pas ?

A.O.D. : Nous pensons à une manifestation de grande ampleur qui

mobilisera une grande partie de la population de Nouakchott. Celle-ci aura une signification beaucoup plus forte et montrera notre détermination qui n'est pas seulement une détermination de directeur ou de direction de parti mais que c'est celle de tout un peuple. J'ai l'intuition que la population répondra à cet appel de façon tout à fait appropriée pour relever les défis et exprimer la volonté de tous les mauritaniens, quelles que soient leur origine sociale, leur option politique, leur position sur l'échiquier national. Elle exprimera sa détermination à agir comme un seul homme lorsque le destin et l'avenir de la Mauritanie sont en danger.

E-H : Le RFD est très actif, visiblement, dans les préparatifs de cette manifestation. Peut-on dire qu'il en est le principal initiateur ?

A.O.D. : Le RFD n'est qu'un élément parmi les 9 partis politiques. Je pense que chacun des partis concernés a fourni des efforts selon ses possibilités et avec la même foi et le même engagement. C'est ça qui est important et à la fois fantastique. On se rend compte que l'opposition et le peuple mauritanien sont patriotiques dès lors qu'il s'agit d'un grand péril et lorsque les intérêts supérieurs de la Mauritanie sont menacés.

E-H : Au moment où la nouvelle de l'attaque est tombée, votre parti était sur le point de débiter ses journées politiques et culturelles de la jeunesse. Vous avez renoncé sans hésiter à l'organisation de cet événement. Mais pendant que certains parlent de votre bonne volonté de compatir à la douleur nationale, d'autres évoquent l'habilité du hakem, venu vous annoncer la nouvelle. Qu'en dites-vous ?

A.O.D. : Vous savez, en fait, il y a eu une rencontre de volonté. Nous avons approuvé l'attaque avec quelques précisions et les décès en début d'après-midi. Je suis allé sur les lieux de la manifestation et le hakem, qui était sur place, m'a dit qu'il pense que la manifestation ne peut pas se faire. Je lui ai dit que je n'ai aucun problème avec ça mais qu'il aurait pu nous prévenir avant parce qu'il était informé à l'avance. Mais de toute façon je venais pour demander aux jeunes d'annuler cette manifestation parce qu'il y a des victimes, des veuves, des enfants orphelins. Je pense que les jeunes ont tout à fait accepté. C'est pourquoi je parle de rencontre de volonté du hakem, exprimant la volonté du gouvernement et nous-mêmes, qui étions dans des dispositions de respect, bref de faire le minimum. Maintenant je voudrais quand même

réassurer les militants et les jeunes en particulier que cette manifestation n'est que déferée. Je suis en train de discuter avec les responsables du parti et la commission de la jeunesse et de prendre les contacts nécessaires pour voir s'il n'était pas possible de l'organiser avant la fin du mois de juin. Les consultations n'ont commencé que dimanche 12 juin, mais j'espère que d'ici mardi on prendra ensemble les décisions qu'il faut. En tout cas, mon espoir, c'est que nous puissions faire cela avant la fin de ce mois, sinon dans les premiers jours de juillet.

E-H : Depuis quelques temps, les observateurs considèrent que le RFD adopte un ton modéré. Seriez-vous en train de démontrer que l'accusation d'extrémisme souvent portée contre vous, était fautive ?

A.O.D. : Nous n'avons jamais été extrémistes et laissons la responsabilité à ceux qui nous qualifient comme cela. Nous n'avons non plus jamais employé des insultes, ni dénigré. Mais nous avons des positions très fermes sur des problèmes d'intérêt national. Nous justifions ces positions par des données, des analyses et des perspectives qui sont en rapport avec notre projet de société. Si l'extrémisme consiste apparemment, selon certains, à ne pas être des "bani oui oui", à ne pas être des thuriféraires du pouvoir, ça c'est une approche mais elle n'est pas la nôtre. Nous pensons que la politique est un domaine très important parce qu'il engage ceux qui s'y adonnent, engage aussi l'avenir du pays puisque selon que

tel parti, tel courant, l'emportent, ça dessine pendant un certain temps l'image et les perspectives d'un pays et en même temps le profil de son développement. C'est, mon avis, un domaine de grande responsabilité et des acteurs en particulier les partis politiques doivent être sérieux et avoir des programmes qui doivent être les conséquences d'analyses historiques, sociales, économiques, géopolitiques et culturelles qui impriment leurs marques sur le devenir du pays. C'est donc normal que nous soyons fermes sur nos options et critiques quand telle action ou telle action qui se fait, ne nous paraît pas servir l'intérêt du pays. C'est aussi normal que nous critiquions mais nous le faisons de manière constructive et objective.

E-H : Puisque vous parlez de positions fermes, peut-on exclure

dans ce cas toute concession de votre part dans la dynamique de dialogue déjà engagée, semble-t-il ?

A.O.D. : Ecoutez, on n'a pas besoin de faire des concessions pour dialoguer. Je vous signale qu'en août 1993, l'UFD a publié un communiqué adressé au gouvernement, rendant publique une initiative politique appelant à un dialogue ouvert et responsable entre le pouvoir et l'opposition. Cela a toujours été notre position. Maintenant le dialogue entre les deux partis doit s'analyser, selon le RFD, de telle sorte qu'on puisse identifier les voies et moyens pour que l'opposition puisse exercer ses activités - toutes ses activités - selon les lois de la République, et conformément à la loi suprême qui est la constitution. Elle doit pouvoir organiser ses manifestations, ses ateliers, ses déplacements à l'intérieur du pays, analyser et critiquer les positions du pouvoir, suivre au jour le jour l'action du gouvernement et de l'administration pour défendre ce qu'elle considère comme étant les intérêts et les perspectives qui lui paraissent les meilleurs pour le pays. Pour nous, le dialogue devrait avoir pour but de définir les contours des rôles respectifs de l'opposition et du pouvoir et que chacun reste dans son rôle, n'empiète pas

sur les perspectives qu'offre tel ou tel parti politique. Pour le RFD, le dialogue n'est ni aller à la soupe ni se coucher. Cela n'est pas un dialogue mais plutôt une manière de se rendre. Nous pensons qu'il est utile d'avoir des contre-poids et des points de vue contraires et qu'une démocratie qui ne permet pas ça, ne mérite pas ce nom.

E-H : Estimez-vous que le dialogue dont il est question aujourd'hui, est à même d'apporter des réponses concrètes aux problèmes que vous soulevez ?

A.O.D. : Je n'en sais rien. (Silence). Pour le moment, nous avons seulement commencé à parler et d'ailleurs le gouvernement jusqu'ici ne s'est pas impliqué dans ce dialogue qui se fait entre un certain nombre de partis. En tout cas, il n'y est pas. Même le Prds n'est pas représenté au même niveau des autres partis. Donc c'est encore très timide. Nous ne nous berçons pas d'illusions parce que ce n'est pas exactement ce que nous voulons. Le dialogue souhaitable devrait se dérouler entre le pouvoir et l'opposition. Il n'est pas question, pour nous, que l'opposition intègre le pouvoir comme certains ont parfois tendance à le penser. En tout cas, nous ne voulons pas nous confondre avec le pouvoir et nous sommes clairs là-dessus.

E-H : Sur le plan diplomatique, la Mauritanie est absente de la scène africaine, à l'exception de Dakar, Bamako et Abidjan. Sa représentation avec l'Afrique du sud, est basée à Addis-Abeba. Pourtant le pays de Mandela est un partenaire économique que ne négligeable de notre pays. Quel commentaire en faites-vous ?

A.O.D. : Le plus important, c'est de faire constater qu'une diplomatie est dictée par la géographie, l'histoire et les intérêts économiques. Il me paraît tout à fait normal que la Mauritanie ait des rapports spécifiques avec le Sénégal et le Mali. Mais il me paraît extrêmement important qu'elle ait aussi des rapports développés avec l'ensemble de l'Afrique, l'Afrique de l'Ouest d'abord. Ceci est tout à fait conforme à la vocation du pays, conforme à sa position géographique, à son histoire et à son intérêt.

Parce que la Mauritanie est un pays charnière qui procède à la fois du monde arabe et de l'Afrique sur le plan de ses structures sociales d'abord. Et historiquement ensuite notre pays a toujours été un élément de liaison positif et des dimensions spirituelles et culturelles importantes. Il est sur cette ligne de contact entre les deux ensembles. Suite page 11

Le bâtiment de l'opposition est une bulle qui flotte sur ce qui est le pouvoir et ne laisse pas grand chose.